



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES

**Arrêté préfectoral n° 115 / DREAL / 2013  
Portant décision d'examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Centre de Congrès de Haute-Saintonge – Commune de JONZAC**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES  
PRÉFÈTE DE LA VIENNE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté de la Préfète de région du 11 février 2013 portant délégation de signature à Madame Anne-Emmanuelle OUVRARD, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**Vu** le document d'urbanisme approuvé le 23 mai 2008 et n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

**Vu** le formulaire d'examen au cas par cas n° F-054-13-P0112 déposé par la communauté des communes de la Haute-Saintonge et relatif à la construction du Centre de congrès de Haute-Saintonge sur la commune de Jonzac reçu et considéré complet le 5 juillet 2013 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé réputé sans observations ;

**Considérant** que le projet relève des rubriques n°38 et 40 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet se situe sur la commune de Jonzac, dans la Zone d'Aménagement Concerté du Val de Seugne, au lieu-dit « Chez Pineau » ;

**Considérant** que le projet consiste en la construction d'un centre de Congrès d'une surface totale d'environ 33 500 m<sup>2</sup> (surface plancher de 5 900 m<sup>2</sup>) comprenant une Agora, un Théâtre-auditorium, un espace séminaires, un bowling et des aires de stationnement ;

**Considérant** que le projet prend en compte les enjeux relevés dans l'étude d'impact de la ZAC du Val de Seugne et que le chantier fera l'objet d'un programme de gestion environnementale ;

**Considérant** que le projet est situé en majorité dans la ZAC sur des parcelles en zonage UZB1 et 1AUZA du règlement du Plan Local d'Urbanisme et qu'une modification du PLU est en cours pour adapter certains points du règlement relatifs aux aspects extérieurs des constructions ;

**Considérant** qu'une mise à jour de l'autorisation au titre de la « loi sur l'eau » de la ZAC de la vallée de la Seugne est en cours afin de préciser les modifications en terme de gestion des eaux pluviales ;

**Considérant** qu'une étude d'incidence Natura 2000 du projet est en cours d'élaboration ;

**Considérant** que le pétitionnaire devra s'assurer au besoin, en procédant à des inventaires faune et flore, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et de leurs habitats, et que s'ils sont impactés par le projet, le pétitionnaire devra démontrer l'intérêt public majeur de son projet et présenter les autres alternatives étudiées afin de pouvoir déposer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats qui explicitera les mesures

d'évitement et de réduction d'impact, ainsi que les mesures de compensation sur les impacts résiduels ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

### ARRÊTE :

#### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de construction du Centre de congrès de Haute-Saintonge sur la commune de Jonzac n'est pas soumis à étude d'impact.

#### Article 2 :

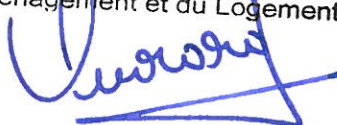
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

#### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à Poitiers, le 26 juillet 2013.

Pour la Préfète et par délégation,  
la Directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



Anne-Emmanuelle OUVRARD

#### Voies et délais de recours

##### 1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à : Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 place Aristide Briand  
86000 POITIERS

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

##### 2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 Place Aristide Briand  
86000 POITIERS

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
86000 POITIERS